



La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables, les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, sont les premières victimes de cette crise. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité.

Les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes.
Surmonter la crise implique des mesures urgentes en faveur de l'emploi, des rémunérations et des politiques publiques intégrées dans une politique de relance économique.

1 - Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique.

Des entreprises utilisent la crise pour opérer des restructurations tout en maintenant la rémunération de leurs actionnaires. C'est intolérable et inadmissible.

2 - Politiques salariales : améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités

Dans les branches, les entreprises, les fonctions publiques, les négociations salariales doivent assurer au moins un maintien du pouvoir d'achat et une réduction des inégalités.

3- Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat

-Une relance par la consommation en améliorant le pouvoir d'achat, en priorité des revenus les plus modestes parmi lesquels de nombreux salariés, demandeurs d'emploi, retraités et bénéficiaires de minima sociaux.

-Une politique de développement de logement social à la hauteur de l'urgence.

-Une protection sociale (santé, retraite...) dans un cadre collectif et solidaire

-Des investissements ciblés, infrastructures, équipements publics, recherche...

Toute aide accordée à une entreprise doit être conditionnée et contrôlée.

4 - Préserver et améliorer les garanties collectives

Les conditions de vie et de travail pour les salariés des secteurs privé et public, passent par l'amélioration du cadre collectif. C'est pourquoi il faut abroger les dispositifs légaux qui ont conduit à remettre en cause la réduction du temps de travail
retirer la proposition de loi sur le travail du dimanche.

5 - Réglementer la sphère financière internationale

Cette réglementation doit mettre un terme à la spéculation, aux paradis fiscaux, à l'opacité du système financier international et encadrer les mouvements de capitaux.

(Extraits de l'Appel Unitaire)

LA CRISE, C'EST EUX...

LA SOLUTION C'EST NOUS... TOUS !!!

LE 29 JANVIER : LA PEUR DOIT

CHANGER DE CAMP !!!